

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 19/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**HSWT FRANCE**

Port 7516  
7516 route de la Grande Hernesse  
59820 Gravelines

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G1\HSWT FRANCE SAS (ex HYET SWEET ex AJINOMOTO)\_Gravelines\_0007000481\2\_INSPECTION\2026 03 16 suite incendie du 15032026  
Code AIOT : 0007000481

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2026 dans l'établissement HSWT FRANCE implanté Port 7516 7516 route de la Grande Hernesse 59820 Gravelines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite fait suite au déclenchement du POI le dimanche 15/03/2026 vers 18h20 par le site HSWT et pour lequel la DREAL a été informée le soir même.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HSWT FRANCE
- Port 7516 7516 route de la Grande Hernesse 59820 Gravelines
- Code AIOT : 0007000481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

HSWT est un établissement soumis à autorisation préfectorale (AP du 29/08/2023). Il est également SEVESO Seuil Bas. Son activité consiste en la synthèse d'aspartame.

### Contexte de l'inspection :

- Accident

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	déclaration et rapport d'accident	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R.512-69	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incendie s'est limité au local de chargement présent au 1er étage du bâtiment réaction P1 mais a fortement endommagé une partie des câbles électriques du 1er étage.

Le bâtiment P1 est à l'arrêt et ne pourra redémarrer qu'après réalisation des travaux nécessaires.

L'Inspection a demandé à l'exploitant de transmettre le rapport d'accident sous 15 j accompagné de divers éléments de justification liés au bon fonctionnement des équipements de sécurité.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : déclaration et rapport d'accident**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/08/2025, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, accident
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation " , à enregistrement " ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.  « La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux

installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité. »

### **Constats :**

La DREAL a été informée le dimanche 15/03/2026 vers 19h40 du déclenchement du POI du site HSWT à Gravelines.

Une inspection a donc été réalisée le lundi 16/03/2026.

En visite, l'exploitant a donné les informations suivantes:

Le dimanche 15/03/26 vers 18h15, alors qu'un opérateur, présent dans le local de chargement au 1<sup>er</sup> étage du bâtiment de réaction P1, procédait au chargement des big-bags de L-phénylalanine (couramment appelée L-Phé, produit solide pulvérulent combustible mais non-inflammable), il a vu une flamme au niveau de la trémie de chargement positionnée au-dessus du réacteur R1100 (le réacteur se trouve lui au rez-de-chaussée et contenait déjà environ 6 m<sup>3</sup> de méthanol, liquide inflammable et toxique). Il est alors sorti de la zone de préparation pour appeler des renforts. Le POI a été déclenché vers 18h20. Le système de déluge de l'ensemble du bâtiment P1 (4 étages) a été actionné. Le local de chargement n'est pas équipé du système de déluge.

Le SDIS est arrivé vers 18h40.

Des lances monitors fixes ont été actionnées pour protéger les installations extérieures : les cuves situées en rez-de-chaussée du bâtiment P1 et le parc de solvants qui est situé à proximité.

Après approximativement 1h30, il ne restait que 9 % de la réserve incendie (volume initial de 2 800 m<sup>3</sup>). Le SDIS s'était alors prépositionné sur le site voisin BASF pour se servir de leur réserve incendie mais qui au final n'a pas été utilisée.

Les eaux d'extinction ont été confinées dans le bassin d'orage (n°9850).

Le feu a été circonscrit à 20h30 et le POI a été levé à 22h20 avec maintien de rondes par le SDIS et l'exploitant afin de s'assurer de l'absence de reprise de feu. Le SDIS n'a pas demandé à ce que le dispositif DUQAM soit déclenché (dispositif permettant de réaliser les premiers prélèvements environnementaux).

L'accident n'a fait aucun blessé.

Par ailleurs, la station de traitement des eaux avait été arrêtée afin de confiner les eaux et celle-ci a été redémarrée après la levée du POI pour continuer le traitement des eaux de process et envoyer ensuite de manière progressive les eaux d'extinction (débit d'entrée d'environ 15 m<sup>3</sup>/h). La réserve incendie était en cours de remplissage lors de l'inspection et devait être à son niveau maximale dans la soirée de lundi 16/03.

Le réacteur de synthèse (R1100) contient toujours 6 m<sup>3</sup> de méthanol avec maintien de l'inertage à l'azote. L'inertage à l'azote reste actif sur l'ensemble du bâtiment P1.

Lors des échanges en salle, l'exploitant a décrit de manière succincte l'opération de chargement des big-bags. Cette opération est réalisée 2 fois/j et dure environ 40'. L'opérateur doit vider les big-bags un à un dans la trémie. Les big-bags (environ 6-8 pour une opération de chargement) sont

au préalable montés au 1<sup>er</sup> étage du bâtiment par un palan.

L'opérateur positionne, via un palan, le big-bag pour le vider dans la trémie. Pour cela, il appuie sur le bouton d'ouverture de la vanne automatique qui relie la trémie au réacteur. Le réacteur est constamment sous inertage à l'azote sauf pendant l'ouverture de la vanne. Les poussières sont aspirées lors du chargement. Pour cette opération, l'opérateur est équipé d'un masque à air frais, d'une cagoule et d'un détecteur 4 gaz.

Le local de chargement est équipé d'une détection incendie mais l'opérateur a détecté l'incendie avant la détection. D'après les courbes de niveau du réacteur, il y aurait eu au moins un 1<sup>er</sup> big-bag vidé dans le réacteur.

L'exploitant a indiqué qu'aucune anomalie n'avait été détectée en salle de contrôle, qu'il n'y avait pas eu de dérive signalée dans le rapport de poste et qu'il n'avait pas eu d'opération de maintenance réalisée.

La visite de terrain a permis de constater que le local de chargement a été considérablement endommagé pendant l'incendie (murs noircis, big-bags et palettes brûlés...). Il a été constaté également que de nombreux câbles électriques ont été impactés par l'incendie. En effet, les fumées du local de chargement ont été évacuées par le haut du local qui communique avec le reste du P1. Les câbles électriques, situés sous la dalle béton du niveau 1, n'étaient pas protégés par le système d'extinction. Visuellement, le réacteur R1100, n'est pas déformé.

A noter que l'opérateur, témoin du départ de feu, n'avait pas encore été interrogé au moment de notre inspection, en conséquence, des précisions pourront être apportées ultérieurement. L'origine du sinistre n'est pas connue à ce jour.

Depuis le sinistre, le site est à l'arrêt (sauf la chaufferie, la production d'eau osmosée et déminéralisée et l'activité de récupération des acides aminés sur P2). Les activités de synthèse de l'atelier P1 ne pourront pas reprendre avant la réalisation des travaux de réparation. Une visite de l'APAVE était programmée le lundi après-midi afin d'évaluer les dégâts occasionnés par l'incendie.

L'exploitant envisage de reprendre quelques étapes de purification sur l'atelier P2 (purification) pour ne pas perdre du produit et pouvoir redémarrer plus rapidement.

L'Inspection a demandé à l'exploitant de procéder à la télédéclaration de l'accident et de transmettre le rapport d'accident sous 15j. Il est rappelé qu'il apparaît important de définir avec le plus de précision possible la chronologie de l'accident et de déterminer si possible la cause profonde de celui-ci. En effet, lors de l'inspection il a été indiqué qu'il y avait eu possiblement une détonation voir 2 mais sans aucune certitude.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

En complément de la transmission du rapport d'accident, il convient de transmettre les éléments suivants sous le même délai:

- le mode opératoire relatif au chargement des big-bags de L-Phé ;
- la justification que les risques liés aux chargements des big-bags L-Phé étaient maîtrisés (cf. page 82 de l'étude de dangers -EDD - en date du 26/08/22) par mise à la terre des équipements servant aux chargements (explosion poussières), par aspiration des gaz remontant depuis le réacteur pendant l'ouverture de la goulotte de chargement, et par injection d'azote (120 secondes) entre

chaque vidange de big-bag ;

- la courbe de température du 15/03/26 associée à la sonde de température présente dans le réacteur R1100 et les courbes de niveaux du réacteur. En effet, l'EDD précise que le réacteur possède des capteurs de niveaux et une sonde de température qui peuvent couper la chauffe en cas d'anomalie ;

- la justification du bon fonctionnement de l'agitateur du réacteur.

- la confirmation de l'absence d'alarme ou de déclenchement de détecteurs lors de l'alimentation de la cuve en méthanol, lors de la charge en L-Phé (voir tableau 14 pages 86 et 87 de l'EDD). Dans le cas où il serait impossible de fournir la justification, il conviendrait d'en donner la raison.

Par ailleurs, des éléments qui ont été communiqués, l'Inspection comprend que l'acide sulfurique n'avait pas encore été introduit dans le réacteur et que la réaction d'estérification n'avait pas encore débuté. Ces points seront à confirmer. Dans le cas où la réaction aurait commencé, il conviendra de confirmer le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité décrits aux pages 86 et 87 de l'EDD.

Par ailleurs et au regard des mesures conservatoires mises en place et annoncées en annexe 4 du courrier du 27/01/2026 dans le cadre de la mise en conformité ATEX, il vous est demandé de transmettre sous 15 jours les éléments suivants:

- la date du dernier nettoyage du local chargement;

- l'attestation de formation ATEX de l'opérateur témoin du départ de feu;

- un document attestant de l'inspection visuelle quotidienne du local chargement et ce afin de détecter dépôts, usure ou défauts d'intégrité.

L'Inspection a pris note de l'arrêt du bâtiment P1 et que celui-ci ne pourra redémarrer qu'après réalisation des travaux nécessaires à son redémarrage.

Enfin, l'Inspection pourra être amenée à proposer à M. le Préfet la prise d'arrêtés préfectoraux ou de sanctions en fonction des éléments qui lui seront transmis ultérieurement.

**Type de suites proposées :** Sans suite